

Chers parents,

Comme plus de 80 % des enseignants de la ville de Maisons-Alfort, mais aussi avec les animateurs, les ATSEM, les agents, nous serons en grève ce jeudi 11 janvier 2018 pour demander au maire et à l'Inspectrice Académique de rétablir les 4 jours de classe sur 36 semaines dans toutes les écoles de la commune à la rentrée prochaine.

Depuis 2013, les enseignants, les personnels territoriaux, les parents d'élèves, ainsi que le maire de l'époque, se sont opposés à juste titre, à la mise en place de la réforme des rythmes scolaires.

Sous prétexte d'adapter les temps de classe aux rythmes biologiques des élèves, cette réforme a supprimé la norme nationale jusque-là existante de 4 jours d'enseignement sur 36 semaines et a transféré aux élus locaux le soin de définir, à leur guise, les horaires et jours de fonctionnement des écoles de leurs communes. Cette territorialisation de l'école s'est traduite par la mise en place d'une multitude d'emplois du temps hebdomadaires fluctuant d'une commune à l'autre : ici fin des cours à 15h un jour sur deux, là un après-midi libéré de classe, ailleurs fin à 16h15...

À Maisons-Alfort, **la mise en place de la semaine de 4 jours et demi a imposé à nos élèves une augmentation de l'amplitude horaire, de leur temps de présence dans les écoles** (avec, dans les faits un temps consacré effectivement à l'enseignement qui s'est réduit). Elle génère ainsi une plus grande fatigue pour les enfants. **Que ce soit à l'école maternelle ou à l'école élémentaire, le constat est unanime : dès le jeudi, les élèves sont beaucoup moins attentifs en classe.**

Aujourd'hui, plus personne ne peut prétendre qu'il s'agit des rythmes de l'enfant : ceux-ci ne varient pas d'une commune à l'autre ! Rappelons également que les écoles privées ont été autorisées à conserver un rythme de 4 jours de classe ; ce qu'elles ont fait. **Pour nous l'égalité des droits des élèves nécessite de mettre fin à cette situation et de rétablir le même rythme pour tous, dans toutes les écoles, dans toutes les communes.**

Aujourd'hui, le décret du ministre Blanquer autorise un retour à la semaine de quatre jours par une demande conjointe de la majorité des conseils d'école et du Maire.

Le nouveau Maire de Maisons-Alfort a organisé une consultation (qui n'a pas de caractère réglementaire), dont les résultats montrent que les familles sont indécises puisque aucune majorité ne s'est dégagée et que seulement 26 voix séparent la semaine de 4,5 jours de celle d'un retour à la semaine de 4 jours. Avec un taux de participation de 49%, cela montre surtout que les familles ne souhaitent pas, à juste titre, que l'organisation de l'école publique, fluctue d'une commune à l'autre en fonction des majorités et des minorités.

Alors que 21 conseils d'écoles (sur les 25 de la commune) se sont prononcés, par vote, pour le retour à quatre jours d'enseignement sur 36 semaines, alors que plus de 85 % des Maires de France ont annoncé que les écoles de leur commune reviendront à la semaine de quatre jours dès la rentrée 2018, alors qu'en dehors de Maisons-Alfort la quasi-totalité (voire la totalité) des écoles du Val-de-Marne fonctionneront à 4 jours à la rentrée,

**Rien ne justifierait que le maire de Maisons-Alfort persiste à vouloir imposer à nos écoles le maintien une année de plus de la désastreuse réforme des rythmes scolaires et de ses 4 jours et demi !**

**Nous serons donc en grève ce jeudi 11 janvier 2018 pour la défense de l'école publique et pour exiger le retour à une norme de 4 jours de classe sur 36 semaines pour toutes nos écoles !**

Nous ne voulons pas d'une école publique dont le fonctionnement, et demain les programmes, dépendent de pseudo-majorités lors de sondages ou de consultations locales...

**Pour toutes ces raisons, pour le bien-être de nos élèves, de vos enfants, nous vous invitons à manifester avec nous, devant la mairie jeudi 11 janvier à 11h (une demande d'audience a été faite au Maire) pour exiger le retour à la semaine de 4 jours afin de nous permettre de retrouver la même organisation dans toutes les écoles de toutes les communes.**

Soyez assurés, madame, monsieur, chers parents d'élèves, de notre détermination à défendre l'école publique républicaine et les mêmes droits pour tous nos élèves.